

# La fonctionnarisation de la France depuis 1973 : une fausse solution.

Posté le : 14 septembre 2015 12:51 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile  
Catégorie: Concepts fondamentaux, Attitudes, Analyse sectorielle, Histoire économique récente, Economie et politique

La montée de la fonctionnarisation est-elle une conséquence obligatoire de la défaillance progressive du système économique occidental depuis 1971 ?

D'abord, il y a bien eu une relative défaillance du système économique puisque la croissance n'a cessé de baisser durant les quatre décennies suivantes, avec des crises périodiques de plus en plus violentes et la montée d'un endettement global intolérable.

La question est de savoir quelle est la cause de cette contre performance. C'est la seule vraie grande question économique du moment.

Face au ralentissement, dans un pays dont l'économie se féminisait et avec une population vieillissante, la demande de protection a été très forte, depuis 1973. Les concours de recrutement de postiers ont vu affluer les bac plus 5 dès les années 80. La volonté d'une masse de petits diplômés de l'enseignement supérieur d'aller se caser notamment dans les administrations locales a été considérable, aggravée par l'esprit anti capitaliste des années 70.

La réponse politique, tous partis confondus, a été de satisfaire cette demande.

Si l'économie n'était pas entrée dans cette spirale désastreuse la demande de postes protégés dans l'administration aurait-elle été plus faible et l'offre moins généreuse ? Probablement. Une pression socialisante exclusivement politique aurait-elle suffi à aller jusqu'à ces niveaux ? Probablement pas.

Mais cela peut se discuter.

Il y a eu, en France, convergence puis confusion du politique et de l'administratif avec l'émergence de l'énarchie compassionnelle (Giscard, Chirac puis la suite après la crise de 73, alors que mai 68 avait délégitimé la production, la consommation, la croissance, l'entreprise, le travail etc.

S'agit-il d'une révolution par la tête, les élites administratives coupées des réalités économiques capturant le pouvoir politique de leur propre mouvement ? Il est sûr que le mouvement Jean Moulin allait ouvertement dans cette direction et c'était pendant les "Trente Glorieuses". Quand Chirac théorise dans une note à Giscard, en 1974, que l'important n'est pas de réduire le champ de l'administration et qu'il est d'éviter les mouvements de rue, il réagit avec son instinct politique. Le peuple a peur. Il ne faut pas le traumatiser. Il faut le rassurer. Il veut de la sécurité et de l'administratif protégé. On va lui en donner. Il se voit en "travailleuse à la française" et la droite lui donne le pouvoir. Tout cela va prendre avec Mitterrand des proportions grotesques. N'oublions pas que son affiche électorale montre un village niché dans son vallon. Il sera réélu, simplement sur une perspective de ni ni. C'est-à-dire de passivité tranquille. **Le peuple n'a pas été trahi. Il a été écouté.** Il voulait de la sécurité, des postes de fonctionnaires et que l'impôt sur ceux qui travaillent paye tout cela.

Cela a accusé la réduction de la croissance française déjà entraîné par la baisse de la croissance mondiale. Un magnifique exemple de cercle vicieux que Chirac, devenu président, n'a pas voulu

casser , après la crise de 92-93, pas plus que Sarkozy et encore moins Hollande.

Les hauts fonctionnaires français de gauche comme de droite ont été débordés par l'évolution qui a saisi le monde après 1978 : ouvrir le monde aux diverses libertés de contracter , de circuler, de s'établir, pour relancer les échanges et la croissance, généralement considérée comme cassée en partie par la rente pétrolière. Et ils ont fini par se mettre en tête du mouvement, notamment via l'Europe. Ce faisant, ils ont abandonné toutes les protections économiques et mis les ouvriers français sous le feu du prolétariat mondial.

C'est la cause principale de l'échec final de Mitterrand, du suicide de Bérégovoy, de la victoire surprise de Jospin et de la défaite surprise, du non au référendum, de l'appel et du renvoi de Sarkozy,...

Le problème, c'est que les contradictions sont maintenant au sommet et pratiquement insurmontables. 5.5 millions de chômeurs et 5.5 millions de fonctionnaires, 2 à 3 millions de personnes à la gamelle qui ne travaillent pas, , 14.5 millions de retraités, la baisse du revenu par tête continue depuis 2008, le remplacement de la population native par des populations allogènes ayant leurs propres mœurs et religions, et revendiquant désormais le haut du pavé, un prélèvement sur la nation qui égale la production de richesses par le secteur privé, la destruction des fortunes et l'exode de milliers de foyers, pendant qu'on en fait venir des dizaines de milliers de l'étranger pauvres, témoignent d'une situation désormais impossible.

Les socialistes sont par terre et se cherchent une voie de survie par un retour en arrière terrifiant : Corbyn, Podemos, Syriza... C'est : mort à l'Euro, mort aux économistes, mort au capitalisme. Mais qui garnira la gamelle ? La saisie des biens des riches ? On vient de voir que cela ne marche pas.

La droite est par terre. L'organisation générale des échanges et du système monétaire international est défectueuse et elle est incapable d'en mesurer ni les causes ni les efforts nécessaires pour en sortir. Et elle doit politiquement servir la demande de précaution du pays.

Les élections de 2012 avaient montré un combat d'incapables et d'impuissants, compensant leur incapacité et leur impuissance par des fuites en avant dans la démagogie et l'ignominie. Le plus malin et le plus vicieux a gagné et a aussitôt provoqué une aggravation odieuse de la situation avant de changer de direction à 180°. Personne ne croit au discours d'un Juppé ou d'un Sarkozy. Personne n'écoute plus les fariboles de Hollande.

Juppé paraît plus propre sur lui et plus rassurant que Sarkozy et Hollande réunis. Il tient la corde car il rassure un pays qui a toujours et encore besoin d'être rassuré. Fillon ne décolle pas car le parti de la pétouche nationale ne veut pas de changements radicaux. Encore quelques minutes M. le Bourreau !

Les Français se défoulent sur les élites parce qu'ils savent bien que c'est le peuple français lui-même qui s'est lancé dans cette fuite nécosante dans la sécurité aux frais d'autrui. Et qu'ils en ont honte.

Les socialistes sont désormais hors course. On sait qu'ils ne protègent plus rien et que si cela continue ainsi les fonctionnaires français vont subir le coup de rabot grec : licenciement et baisse drastique de revenu.

La droite n'a pas de légitimité faute d'avoir expliqué pourquoi le trend est abîmé depuis 40 ans, pourquoi les crises sont de plus en plus graves, pourquoi le niveau de dettes est aussi insoutenable, partout dans le monde. On ne peut pas être "pro business" et ne pas expliquer pourquoi la forme d'organisation actuelle de l'économie ne marche pas.

Les opérations de com' et de dénonciations politiques ne suffisent pas.

Le peuple français est encore malléable, car il veut s'en sortir. Mais il veut une perspective donc des

explications et un chemin de sortie de crise un peu balisé. On ne pourra le faire sortir de ses réflexes de peur que par l'entraînement de la raison et une force prospective crédible.

Le drame de la droite et de la gauche française est que ces deux tendances sont également impuissantes et ne tiennent aucun discours autre que du calibrage électoraliste dommageable. Les imbéciles militant dans chaque camp croient que la solution viendra de ce que la droite sera "vraiment de droite" et la gauche "vraiment de gauche". Braiements de gauche et braiements de droite n'ont en fait aucune importance. Les exaltations partisans d'incapables et d'abrutis n'intéressent plus les Français.

Ils veulent désormais des solutions, et pas simplement des impôts, des souffrances et des contraintes.

L'ennui, c'est qu'il n'y a pas de solutions sans contraintes. Les fonctionnaires sont maintenant à peu de temps de subir une triple amputation :

- La séparation entre sphère politique et sphère de la haute fonction publique sera bientôt inévitable.
- La disparition des statuts de fonctionnaires au dessous de la catégorie A est dans les tuyaux
- La fin de la retraite statutaire remplacée par une retraite par point, et alignée sur les règles du privé ne pourra pas être différée très longtemps. .

En dix ans les effectifs de fonctionnaires doivent être dégonflés de près d'un million. On peut le faire doucement et sans dommage trop grave. Sinon ce sera le collapsus à la grecque. Quand un état ne peut pas payer, il ne peut pas payer. Les fonctionnaires sont les premières victimes. L'horloge tourne.

La reconversion sera acceptée si l'économie privée redevient prospère. Ce qui suppose que l'on mette fin au saccage de la prospérité que l'on constate depuis quarante ans. Sans un discours clair sur les causes de la déréliction progressive de l'économie occidentale, sur les remèdes et sur les modifications à apporter à une série d'institutions internationales, les promoteurs d'une politique claire de suppression des béquilles sur lesquelles les Français s'appuient ne peuvent pas gagner d'élections.

Il faut faire arriver à comprendre que le mouvement plus que le blocage, que l'offensive et le dynamisme, plus que la défensive hargneuse, que la prise de responsabilité plus que la demande de protection, sont les moyens d'une nouvelle sécurité sociale.

Convaincre un petit gros coincé dans une paroi raide et qui ne sait plus ni avancer ni reculer, que son salut passe par la reprise de la grimpe vers le haut, en mobilisant tout ce qui lui reste d'agilité et de force, est difficile.

Il n'y a personne pour lui lancer une corde. S'il laisse la nuit arriver, il tombera.